

DOCUMENTS DE RECHERCHE DE L'OBSERVATOIRE DE LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE

DROFE

DROFE no. 26

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE ET INÉGALITÉS DE REVENU DANS LA CEDEAO : UNE NOUVELLE PREUVE EMPIRIQUE

Mawuli K. COUCHORO

Enseignant-Chercheur, MoFiD (Monnaie, Finance et
Développement), Université de Lomé Togo

Hamitande DOUT

Chercheur postdoctoral, Université du Québec à Trois-Rivières,
Canada ; MoFiD

Léleng KEBALO

Chercheur associé, Laboratoire d'économie agricole et de
macroéconomie appliquée (LEAMA), Université de Lomé, Togo

Stéphane ZOURI

Economiste, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
(BCEAO)

JANVIER 2022

OBSERVATOIRE
DE LA FRANCOPHONIE
ÉCONOMIQUE



Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal

L'[Observatoire de la Francophonie économique](http://ofe.umontreal.ca) (OFE) de l'Université de Montréal a été créé en 2017 en partenariat avec le Gouvernement du Québec, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Il a pour mission de devenir une ressource de premier plan sur les questions reliées à la Francophonie économique et, donc, un centre de calibre international d'études, de recherches et d'activités de liaison et de transfert sur la francophonie économique ayant un intérêt marqué pour les pays en voie de développement, notamment ceux du continent africain.

Il met à la disposition des partenaires de la francophonie – gouvernements, entreprises et organismes publics et privés – des études de haut niveau, des données fiables et un vaste réseau d'expertises économiques vouées à la réalisation d'analyses économiques résolument ancrées dans la théorie et les faits.

Pour plus d'information, visitez le site : <http://ofe.umontreal.ca>

Merci aux partenaires de l'OFE :



Intégration économique régionale et inégalités de revenu dans la CEDEAO : une nouvelle preuve empirique

DROFE no. 26

Mawuli K. Couchoro

Enseignant-Chercheur, MoFiD (Monnaie, Finance et Développement), Université de Lomé Togo

Hamitande Dout

Chercheur postdoctoral, Université du Québec à Trois-Rivières, Canada ; MoFiD

Léleng Kebalo

Chercheur associé, Laboratoire d'économie agricole et de macroéconomie appliquée (LEAMA), Université de Lomé, Togo

Stéphane Zouri

Economiste, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Janvier 2022

Résumé : Cet article analyse les effets de l'intégration régionale sur les inégalités de revenu en décomposant l'intégration économique régionale en intégration commerciale, budgétaire et financière. Pour ce faire, nous adoptons la méthode des moments généralisés (MMG) en panel dynamique. L'analyse porte sur les quinze (15) pays de la CEDEAO et couvre la période 1990-2018. Nos résultats montrent (i) une persistance des inégalités de revenu, (ii) une absence totale d'effet de l'intégration financière régionale sur les inégalités de revenu dans la région, et (iii) des effets réducteurs de l'intégration commerciale et budgétaire sur les inégalités de revenu dans la CEDEAO qui varient selon l'appartenance ou non d'un pays à une union monétaire et selon leur niveau de revenu.

Mots clés : Intégration économique, Intégration commerciale, Intégration budgétaire, Intégration financière régionale, Inégalités de revenu, CEDEAO.

Les idées exprimées dans ce chapitre sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou de ses partenaires. Les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions sont la seule responsabilité des auteurs.

Introduction

La persistance des inégalités de revenu dans de nombreux pays au cours des dernières décennies constitue une préoccupation majeure pour les instances de décision qui y accordent une attention particulière pour plusieurs raisons (Dabla-Norris et *al.*, 2015). Les inégalités freinent la croissance économique (Stiglitz, 2015 ; Ng et Diener, 2019) et portent préjudice à

l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (Anyanwu et *al.*, 2016). Elles augmentent la criminalité (Oxfam, 2018), provoquent une instabilité politique, sont associées à une hausse du terrorisme et instaurent un climat de méfiance (Wilkinson et Pickett, 2011).

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'est pas épargnée par ces maux qui ont un lien avec les inégalités et dont les plus visibles sont entre autres, la criminalité et le terrorisme qui deviennent de plus en plus transnationale (Moulaye, 2014). Dans la CEDEAO, autant une faible frange de la population s'enrichit de façon exponentielle, autant l'immense majorité des citoyens de cet espace d'intégration sont privés des besoins fondamentaux les plus élémentaires (Mayah et *al.*, 2017). Les inégalités ont atteint un niveau alarmant de crise qui risque de s'aggraver si des politiques ne sont pas mises en œuvre afin d'y faire face (Schonewille, 2019). Malheureusement, en matière de réduction des inégalités, les gouvernements des pays de la CEDEAO sont, sur le continent africain, ceux les moins engagés selon l'indice d'Oxfam (2018) de l'engagement à la réduction des inégalités. Et pourtant, les politiques d'intégration économique régionale peuvent être mises à profit pour les réduire.

La littérature économique portant sur le lien entre intégration économique régionale et inégalités de revenu est non seulement riche mais aussi ambiguë (Beckfield, 2006 ; Bussemeyer et Tober, 2015 ; Baek et Shi, 2016 ; Ametoglo et *al.*, 2018). En effet, tandis que certains travaux montrent que l'intégration économique régionale contribue à réduire les inégalités de revenu (Johnson, 1975 ; Zhou et *al.*, 2011 ; Ametoglo et Guo, 2016 ; Burghof et Gehrung, 2019 ; Dout et Kebalo, 2021), d'autres en revanche trouvent dans l'intégration économique régionale, un facteur d'accroissement des inégalités de revenu (Beckfield, 2006 ; Lee, 2014 ; Ametoglo et *al.*, 2018). De plus, certaines soutiennent que l'intégration économique régionale ne présente aucune association systématique avec les inégalités de revenu (Bussemeyer et Tober, 2015). Ce manque de consensus peut trouver son explication dans les divergences d'échantillons et de périodes d'analyse des études effectuées. Cette ambiguïté serait en outre en partie due aux indicateurs utilisés pour capter l'effet de l'intégration économique régionale : l'intégration commerciale (Beckfield, 2006 ; Ametoglo et Guo, 2016 ; Ametoglo et *al.*, 2018), budgétaire pour certains (Agnello et Sousa, 2014 ; Dout et Kebalo, 2021) et l'intégration financière¹ pour d'autres (Zhou et *al.* 2011 ; Baek et Shi, 2016).

La présente étude a pour objectif de mettre en lumière l'effet de l'intégration économique régionale dans la CEDEAO sur les inégalités de revenu. Elle vient compléter la littérature existante en élargissant les déterminants des inégalités de revenu, à savoir l'intégration commerciale, budgétaire et financière dans la CEDEAO, tout en tenant compte de l'effet d'appartenance ou non des pays à l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA²) et aussi du niveau de revenu des pays (Claessens et Perotti, 2007 ; Baek et Shi, 2016 ; Burghof et Gehrung, 2019).

Pour ce faire, la méthode des moments généralisés (MMG) en panel dynamique est adoptée afin d'éviter tout biais d'endogénéité, de simultanéité, de causalité inverse et de variables omises dans nos estimations. Les résultats montrent une persistance des inégalités de revenu et une absence d'effet de l'intégration financière régionale sur les inégalités de revenus dans la CEDEAO. En revanche, les résultats révèlent que les effets réducteurs de l'intégration

¹ Par définition, « l'intégration financière désigne une situation dans laquelle les capitaux circulent sans entraves à l'échelle de la planète ou d'une région donnée. Les marchés nationaux de capitaux s'intègrent alors en un marché unique de l'argent » (Blancheton, 2008).

² La CEDEAO contient l'UEMOA qui existe depuis 1962 et dont les pays membres utilisent comme monnaie unique, le franc de la Communauté financière d'Afrique. Cette union est composée des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo. A la différence des pays de l'UEMOA, les autres pays de la CEDEAO n'appartenant pas à l'union monétaire qui sont le Ghana, le Nigéria, la Guinée, la Gambie, la Sierra Leone, et le Cap-Vert, utilisent chacun sa devise nationale.

commerciale et celle budgétaire sur les inégalités de revenu dans la CEDEAO varient selon l'appartenance ou non des pays à l'UEMOA et selon leur niveau de revenu. Par conséquent, pour réduire le niveau des inégalités de revenu dans la CEDEAO, il ressort de ce papier qu'il faudrait lever les obstacles aux échanges commerciaux régionaux dans l'espace CEDEAO et améliorer la convergence budgétaire.

Le reste de l'article se présente comme suit. La section suivante présente la revue de littérature. La section 2 expose le cadre méthodologique et les données. La section 3 présente les résultats. La section 4 conclut.

1. Revue de littérature

Le fondement théorique de la relation entre l'intégration économique régionale et les inégalités de revenu est fondé sur le modèle Heckscher-Ohlin et le théorème de Stopler-Samuelson. Selon le modèle de Heckscher-Ohlin, l'intégration économique régionale réduit l'écart de revenu entre les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs hautement qualifiés au sein des pays en développement. En plus, la libéralisation commerciale permet de réduire les inégalités de revenu entre riches et pauvres. Viner (1950), à partir des effets de création et de détournement des échanges pour les pays formant une intégration économique régionale parvient à la même conclusion.

Sur le plan empirique, l'effet de l'intégration économique régionale sur les inégalités de revenu reste ambigu. Certaines analyses trouvent un effet positif (Beckfield, 2006 ; Lee, 2014 ; Ametoglo et *al.*, 2018 ; Dout et Kebalo, 2021) ou un effet négatif (Johnson, 1975 ; Bertola, 2010 ; Zhou et *al.*, 2011 ; Ametoglo et Guo, 2016 ; Burghof et Gehrung, 2019), et d'autres une absence d'effet (Busemeyer et Tober, 2015). L'effet varierait selon la composante de l'intégration économique régionale considérée (intégration financière, commerciale ou budgétaire), de l'échantillon, du niveau de développement des pays et de la période d'analyse. Par exemple, Baek et Shi (2016) trouvent que l'intégration financière affecte les inégalités de revenu différemment de l'intégration commerciale et que l'effet est contradictoire selon les groupes de pays. L'intégration commerciale accroîtrait les inégalités de revenu dans les pays développés mais réduirait les inégalités de revenu dans les pays en développement. En revanche, l'amélioration de l'intégration financière contribuerait à réduire les inégalités de revenu dans les pays développés et à accroître les inégalités de revenu dans les pays en développement.

Concernant les travaux soutenant l'effet d'accroissement de l'intégration économique sur les inégalités de revenu, Beckfield (2006) sur les douze (12) pays d'Europe occidentale entre 1973 et 1997 trouve que l'intégration économique a augmenté les inégalités de revenu. Ametoglo et *al.* (2018) sur les quinze (15) Etats de la CEDEAO entre 2004 et 2013 montre que l'intégration commerciale augmente l'écart de revenu dans les zones de la CEDEAO. Pour Chordokrak et Chintrakarn (2011), l'intégration financière augmenterait les inégalités de revenu entre les différents Etats des Etats-Unis d'Amérique. Bertola (2010) soutient qu'à travers l'intégration budgétaire, l'Union Economique et Monétaire de l'Europe a eu un impact faible (bien que significativement positif) sur les inégalités de revenu.

Johnson (1975) estime que l'intégration économique est favorable à la réduction des inégalités de revenu dans la mesure où la diversion des échanges n'engendre pas une augmentation du prix des biens qui serait défavorable aux consommateurs. Zhou et *al.* (2011) montrent que l'intégration économique quelles que soient ses composantes, a un effet réducteur sur les

inégalités de revenu. Dans la Communauté Andine des Nations³ (CAN), Ametoglo et Guo (2016) montrent que l'intégration commerciale régionale a alimenté un déclin des inégalités de revenu. Pillai (2011) montre que l'intégration commerciale contribue à réduire les inégalités de revenu, et Burghof et Gehrung (2019) trouvent que l'intégration financière a contribué à réduire les inégalités de revenu entre les Etats membres de l'Union Européenne. Cependant, Busemeyer et Tober (2015), sur un nouvel ensemble de données couvrant quatorze (14) États membres de l'Union Européenne sur la période 1999-2010, ne trouvent pas de lien entre l'intégration économique et les inégalités de revenu.

Concernant la CEDEAO, très peu de travaux ont examiné l'effet de l'intégration économique régionale sur les inégalités de revenu. L'étude majeure menée au moment de la rédaction de cet article est celle d'Ametoglo et *al.* (2018). Les auteurs analysent sur la période 2004-2013, l'effet de l'intégration commerciale et politique sur les inégalités de revenu dans la zone. Les résultats suggèrent que l'intégration politique réduit les inégalités de revenu tandis que l'intégration commerciale augmente l'écart des revenus dans les zones de la CEDEAO. Tout en accordant du crédit à l'analyse d'Ametoglo et *al.* (2018), nous pouvons cependant constater qu'elle présente quelques limites.

Premièrement, elle ne considère qu'un seul indicateur d'intégration économique pouvant porter préjudice à la robustesse des résultats. En outre, en utilisant l'intégration commerciale comme seul indicateur de l'intégration économique, les résultats d'une telle démarche risqueraient de renforcer les controverses sur la nature de l'effet de l'intégration économique régionale sur les inégalités de revenu dans la CEDEAO. Deuxièmement, l'analyse, comme celles portant sur les pays en développement, couvre en majorité une période courte et porte sur des données moins récentes (Couchoro et Dout, 2019). Troisièmement, il y a lieu de constater que les analyses portant sur la CEDEAO et plus particulièrement celle d'Ametoglo et *al.* (2018) ne tiendraient pas des divergences économiques (niveau de revenu, appartenance à une union monétaire ou non) qui peuvent exister au sein de la Communauté.

Par rapport à la littérature économique existante, l'analyse est novatrice à plusieurs niveaux. Premièrement, nous considérons trois indicateurs de l'intégration économique régionale à savoir l'intégration commerciale, budgétaire et financière. Deuxièmement nous tenons compte des divergences économiques existantes au sein de la région telles que l'appartenance ou non des pays à l'UEMOA et le niveau de revenu des pays (Burghof et Gehrung, 2019). Une telle démarche permet de proposer des mesures économiques spécifiques aux pays de la CEDEAO pouvant contribuer à réduire le niveau des inégalités de revenu.

2. Cadre méthodologique et données

Cette section détaille l'approche méthodologique utilisée pour atteindre l'objectif de l'analyse et aussi à présenter les différentes données utilisées.

2.1 Méthodologie

Pour analyser l'effet de l'intégration économique régionale sur les inégalités de revenu dans la CEDEAO, nous adoptons le modèle récent proposé par Dout et Kebalo (2021). Notre modèle est le suivant :

$$Gini_{ij,t} = \lambda_0 + \lambda_1 Gini_{ij,t-1} + \lambda_2 IF_t + \lambda_3 IC_{ij,t} + \lambda_4 IB_{ij,t} + \lambda_5 VC_{ij,t} + \varepsilon_{ij,t}, \quad (1)$$

³ La Communauté Andine des Nations est une zone d'intégration régionale regroupant la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou.

avec i, j le couple de pays, t la période, $Gini$ l'indicateur des inégalités de revenu, IF l'intégration financière régionale, IC l'intégration commerciale, IB l'intégration budgétaire, et VC le vecteur de variables de contrôle. $\lambda_0, \lambda_1, \lambda_2, \lambda_3, \lambda_4$ et Λ sont les paramètres du modèle. ε représente les termes d'erreurs.

$Gini_{ij,t}$ est mesurée comme la moyenne de l'indice de Gini des pays i et j à la période t :

$$Gini_{ij,t} = 0,5 \times (Gini_{i,t} + Gini_{j,t}). \quad (2)$$

Toute hausse de $Gini_{ij,t}$ traduit une hausse moyenne des inégalités de revenu dans les pays i et j de la CEDEAO et *vice versa*.

Concernant les composantes de l'intégration régionale, nous considérons tout d'abord l'intégration financière régionale. La non-disponibilité des données sur les flux financiers bilatéraux dans la CEDEAO nous conduit à construire un *proxy* de l'intégration financière régionale portant sur le degré de partage de risques. En effet, en référence à Clévenot et Duwicquet (2011), le degré de partage des risques dans une région est souvent considéré comme une mesure du degré d'intégration financière à l'intérieur d'un groupe de pays.

Le degré de partage des risques est un bon indicateur, car la littérature explique la différence de degré de partage des risques entre les régions par le niveau d'intégration financière entre ces régions (Tapsoba, 2009 ; Clévenot et Duwicquet, 2011 ; Nikolov, 2016). Nous nous appuyons sur la littérature (Afonso et Furceri, 2008 ; Clévenot et Duwicquet, 2011 ; Yehoue, 2011) et supposons que le degré de partage des risques est mesuré par une décorrélation entre la consommation et la production. En effet, selon la théorie du partage de risques (*risk-sharing*), les mécanismes de partage des risques atténuent les effets de toute variation du PIB (due aux chocs exogènes) sur le bien-être (consommation) des agents économiques.

Ainsi, en référence à Clévenot et Duwicquet (2011) et Yehoue (2011), nous estimons l'équation suivante où $(1-\beta)$ capte le degré de partage des risques :

$$\Delta \log C_{i,t} = \alpha_t + \beta \Delta \log PIB_{i,t} + \varepsilon_{i,t}, \quad (3)$$

où $C_{i,t}$ est l'agrégat réel de la consommation totale par habitant dans le pays i à la date t ; $PIB_{i,t}$ est le PIB réel par habitant, α_t représente les effets fixes temporels et $\varepsilon_{i,t}$ est un terme d'erreur. Nous interprétons β comme la fraction des chocs sur le PIB qui n'est pas lissée. Ainsi

$$IF_t = 1 - \beta. \quad (4)$$

IF_t représente l'intégration financière régionale à la date t . Il est commun au quinze (15) pays de l'Afrique de l'ouest. La définition est telle que $(1-\beta)$ augmente avec l'intégration financière régionale. Pour que $1-\beta$ ne soit pas une constante sur la période d'analyse, nous estimons β en fenêtre glissante (*rolling window*) sur l'échantillon des quinze (15) pays de la CEDEAO avec une largeur fixe de dix (10) ans pour évaluer sa possible instabilité dans le temps.

Ainsi, les coefficients de partage des risques estimés pour 1990 sont obtenus par une estimation de l'équation (3) sur la période 1981-1990 ; les coefficients pour 1991 sont obtenus par l'estimation sur 1982-1991 et ainsi de suite jusqu'en 2009-2018. En référence à la littérature, nous utilisons les moindres carrés généralisés (MCG) pour estimer l'équation (3). Nous nous appuyons sur Alcalin et al. (2015) et considérons IF_t , en prenant 1 moins la valeur estimée de β lorsque les coefficients β sont statistiquement significatifs au seuil de 10% et mettons un zéro dans les données de IF_t lorsque les coefficients ne sont pas significatifs.

Ensuite comme deuxième composante de l'intégration régionale, nous considérons l'intégration commerciale qui est mesurée par le ratio du commerce bilatéral entre deux économies i et j sur la somme de leurs commerces totaux⁴ (Frankel et Rose, 1998 ; Baxter et Kouparitsas, 2005 ; Zouri, 2020 ; Dout et Kebalo, 2021) :

$$IC_{ij,t} = \frac{M_{ij,t} + X_{ij,t}}{(M_{i,t} + X_{i,t}) + (M_{j,t} + X_{j,t})}, \quad (5)$$

où $M_{ij,t}$ représente les importations du pays i en provenance du pays j et $X_{ij,t}$ les exportations du pays i vers le pays j . $X_{i,t}$ et $M_{j,t}$ indiquent respectivement les exportations totales du pays i vers le reste du monde et les importations totales du pays j en provenance du reste du monde.

Enfin, la troisième composante de l'intégration économique régionale, l'intégration budgétaire est mesurée sur la base du différentiel absolu⁵ des dépenses publiques (% du PIB) entre deux économies i et j (Mpatswe et al. 2011 ; Dout et Kebalo, 2021 ; Kebalo et Zouri, 2021) :

$$IB_{ij,t} = -|Dep_{i,t} - Dep_{j,t}|, \quad (6)$$

où $Dep_{i,t}$ et $Dep_{j,t}$ représentent les dépenses publiques nettes à l'instant t des pays i et j respectivement. Toute hausse de IB_{ij} (valeur négative proche de 0) traduit une amélioration de la convergence budgétaire entre les pays i et j .

Concernant, le vecteur de variables de contrôles VC , il est obtenu comme suit :

$$VC_{ij,t} = 0,5 \times (VC_{it} + VC_{jt}), \quad (7)$$

avec $VC_{i,t}$ et $VC_{j,t}$ les valeurs de la variables VC pour les pays i et j à la période t . Toute hausse de $VC_{ij,t}$ traduit une amélioration en moyenne de la variable VC dans les pays i et j .

En référence à la littérature économique et compte tenu de la disponibilité de données, nous retenons six variables de contrôle. La première variable de contrôle porte sur les investissements directs étrangers reçus (*IDE*). En effet, en référence à Aitken et al. (1996) et Cho et Ramirez (2016), les IDE contribuent à réduire le niveau des inégalités de revenu. La seconde variable de contrôle est l'ouverture commerciale (*OUV*). En référence à Chakrabarti (2000), l'ouverture commerciale contribue à réduire les inégalités de revenus dans les pays. La troisième variable est le taux d'inflation (π) et la quatrième est relative au taux de croissance démographique (*POP*). En référence à Ram (1984), la hausse de la démographique est facteur d'amplification des inégalités de revenu. La cinquième variable de contrôle est l'éducation (*EDU*). En effet, l'amélioration du niveau d'éducation et des politiques éducatives contribue à réduire le niveau des inégalités de revenu (Anyanwu, 2016 ; Couchoro et Dout, 2019). La dernière variable retenue est le revenu par tête d'habitant (Y). Il ressort de la littérature que, l'amélioration du revenu par tête contribue à faire baisser les inégalités de revenus dans les pays en développement (Anyanwu et al., 2016).

⁴ Nous préférons ce ratio au ratio du commerce bilatéral entre deux économies i et j sur la somme de leurs PIB. Ce dernier ratio fait l'objet de plusieurs critiques notamment celle liée à la taille du pays. Il est bien connu qu'un pays peu peuplé réalise une plus grande part de ses échanges commerciaux dans le PIB (Riezman et al., 2013). Par conséquent, les ratios commerce sur PIB sont inversement proportionnels à la taille du pays.

⁵ Nous préférons cette mesure de la convergence budgétaire à la mesure basée sur différentiel absolu du solde budgétaires des administrations publiques entre deux économies i et j rapporté à leurs PIB utilisée par Darvas et al. (2005), Gammadigbe et al. (2018) et Kebalo (2019). En effet, cette dernière fait l'objet de critiques. En effet, Reinhart et al. (2004) indiquent que les soldes budgétaires généralement rapportés au PIB reflètent les résultats de la politique économique. Cependant, ils ne sont affectés uniquement de manière endogène que par les actions des décideurs politiques. Pour cette raison, la direction des mouvements entre ces indicateurs budgétaires et les cycles économiques est ambiguë.

Comme signes attendus, nous espérons les paramètres $\lambda_2, \lambda_3, \lambda_4$ négatifs et significatifs. Ainsi, nous pourrions conclure que l'intégration financière, commerciale et budgétaire régionale contribuent respectivement à réduire les inégalités de revenu dans la CEDEAO.

Pour éviter tout biais d'endogénéité, de simultanéité, de causalité inverse et de variables omises dans nos estimations, nous nous appuyons sur la méthode des moments généralisés (MMG) en panel dynamique⁶. En outre, la méthode des moments généralisés fournit les résultats du test sur-identification de Hansen et d'autocorrélation des erreurs d'Arellano et Bond (1991) permettant de tester respectivement la validité des variables retardées comme instruments et l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation de second ordre des erreurs de l'équation en différence. La méthode GMM est appliquée lorsque le nombre total d'observation N est supérieur à la dimension temporelle T . Notre étude porte sur quinze pays et couvre la période 1990-2018. Ainsi, comme nous utilisons des données de panel bilatérales, le nombre de pairs $N = 105 > T = 29$.

2.2 Données

Les données annuelles utilisées pour les investissements directs étrangers, l'ouverture commerciale, le taux d'inflation, l'éducation (taux de scolarisation au primaire), le taux de croissance de la population totale et le PIB réel par habitant, proviennent des indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale. Les données (US courant) sur les exportations et importations bilatérales, les exportations totales (respectivement les importations totales) vers le reste du monde (respectivement en provenance du reste du monde) proviennent de la Direction of Trade Statistics (DOTS) du Fonds Monétaire International (FMI). Les données des dépenses publiques proviennent de la base de données du Groupe de la Banque Africaine de Développement (Groupe de la BAD). Pour l'intégration financière, les données pour le PIB (US Constant) et la consommation totale par habitant (US constant) proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale.

Tableau 1: Définition des variables

Variables	Définition des variables	Sources
<i>Gini</i>	Coefficient de Gini (min=0, max=100)	WDI
<i>IF</i>	Intégration financière régionale (<i>proxy</i>)	Zouri (2020)
<i>M_{ij}</i>	Importations du pays <i>i</i> en provenance du pays <i>j</i>	DOTS (FMI)
<i>X_{ij}</i>	Exportations du pays <i>i</i> vers le pays <i>j</i>	DOTS (FMI)
<i>X_{k,t}</i>	Exportations totales du pays <i>k</i> = <i>i, j</i> vers le reste du monde	DOTS (FMI)
<i>M_{k,t}</i>	Importations totales du pays <i>k</i> = <i>i, j</i> en provenance du monde.	DOTS (FMI)
<i>IC_{ij}</i>	Intégration commerciale (Ratio du commerce bilatéral entre deux économies <i>i</i> et <i>j</i> sur la somme de leurs commerces totaux)	Auteurs
<i>Dep</i>	Dépenses publiques (% du PIB)	BAD
<i>IB</i>	Intégration budgétaire	Auteurs
<i>IDE</i>	Investissement direct étranger, entrées nettes (% du PIB)	WDI
<i>OUV</i>	Commerce (% du PIB)	WDI
π	Inflation, Indice des prix à la consommation (annuelle, %)	WDI
<i>POP</i>	Population totale, taux de croissance (annuelle, %)	WDI
<i>EDU</i>	Taux de scolarisation, primaire (% , total)	WDI
<i>Y</i>	PIB par habitant (US\$ constant, 2000)	WDI

Abbreviations: WDI, World Bank development indicators; DOTS (FMI), Direction of Trade Statistics -International Monetary Fund; BAD, Groupe de la Banque Africaine de Développement (African development bank, African economic outlook).

⁶ Nous utilisons un modèle dynamique car la variable dépendante retardée d'ordre 1 figure parmi les variables explicatives.

Les données de l'indice de Gini proviennent de la base de données des indicateurs de développement de la Banque mondiale. Le coefficient de Gini, la mesure des inégalités de revenu largement utilisée, varie de 0 à 100. Pour traiter les données manquantes, en référence à Ametoglo et *al.* (2018) et Dout et Kebalo (2021), nous supposons une invariance sur cinq (05) ans du coefficient de Gini dans chaque pays de notre échantillon. Puis, nous avons effectué des imputations pour compléter les quelques rares données manquantes. L'étude porte sur les quinze (15) pays de la CEDEAO et couvre la période 1990-2018. Les définitions des variables retenues sont fournies dans le tableau 1.

3. Résultats

Le tableau 2 présente les résultats des estimations de l'effet des différentes composantes de l'intégration économique régionale sur les inégalités de revenu dans la CEDEAO. Ledit tableau présente tout d'abord les résultats pour l'analyse portant sur l'ensemble des pays de la CEDEAO (vue global), et ensuite pour celles tenant respectivement compte de l'appartenance des pays ou non à l'UEMOA, et du niveau de revenu. Les tests d'Arellano-Bond pour la corrélation en série des perturbations indiquent que nos estimateurs MMG sont cohérents. De plus, les tests de Sargan et Hansen pour la sur-identification des restrictions ne rejettent pas l'hypothèse que nos instruments sont valides dans les estimations MMG.

3.1 Au niveau de la CEDEAO

Les résultats montrent que l'amélioration de l'intégration financière en Afrique de l'ouest n'a pas un effet réducteur sur les inégalités de revenu. Le manque d'effet de l'intégration financière régionale sur les inégalités de revenu pourrait s'expliquer par deux raisons. Premièrement, par manque d'usage d'une monnaie commune à l'échelle de toute la CEDEAO, les marchés nationaux de capitaux ne sont pas fortement intégrés à un marché unique de capitaux comme le souhaite Blancheton (2008). Ceci rendrait l'intégration financière régionale plus difficile, coûteuse et par conséquent anéantirait tous les effets positifs escomptés. Deuxièmement, l'intégration financière régionale comporte une seconde dimension qui est celle des réformes institutionnelles et juridiques qui ont pour but de libéraliser et déréglementer les mouvements de capitaux dans la zone ainsi que les systèmes financiers nationaux (Frenkel, 2005). Ceci ne semble pas être le cas en Afrique de l'ouest.

Cependant, nos résultats montrent également que l'amélioration de l'intégration commerciale dans la CEDEAO a un effet réducteur sur le niveau des inégalités de revenu. Ce résultat s'expliquerait par le fait que l'amélioration de l'intégration commerciale crée une augmentation des échanges, des flux de capitaux et une complémentarité du capital et du travail, qui en retour entraînent une réduction des inégalités de revenu (Ametoglo et Guo, 2016 ; Harrison et *al.*, 2011). Il en ressort aussi que l'amélioration de l'intégration budgétaire ou de la convergence budgétaire contribuerait à réduire les inégalités de revenu. En effet, des similitudes budgétaires (dépenses publiques ou positions budgétaires de même ampleur) contribueraient à amortir les chocs réels qui affectent négativement les économies au sein d'une région (Darvas et *al.*, 2005) et qui créent des disparités économiques au sein d'une région (Kebalo, 2018). Ainsi, une meilleure convergence budgétaire contribuerait à amenuiser les disparités économiques et en retour à réduire les inégalités de revenu au sein d'une région ou d'une communauté économique.

En dehors des effets de nos variables d'intérêts, nos résultats montrent un phénomène de persistance des inégalités de revenu dans la CEDEAO. Ensuite, il ressort des résultats que l'inflation, a un effet réducteur sur les inégalités de revenu. En effet, une politique monétaire expansionniste (hausse de la masse monétaire), créatrice d'inflation, permet de relancer

l'activité économique qui en retour contribue à faire baisser les inégalités de revenu. De nos résultats, il ressort aussi que l'amélioration du taux de scolarisation au sein de la région contribue à réduire les inégalités de revenu (Tchamyu et *al.*, 2019). Ce résultat implique que les décideurs économiques, dans la lutte contre les inégalités de revenu, devraient continuer à mettre un accent particulier sur l'éducation et l'expansion des politiques éducatives (Couchoro et Dout, 2019 ; Anyanwu, 2016). Par ailleurs, nos résultats montrent que l'amélioration du revenu par tête contribue à faire baisser les inégalités de revenu. Ce résultat corrobore celui de Fawaz et *al.* (2014) qui montrent des preuves solides d'une relation négative entre l'amélioration du revenu par tête d'habitant et les inégalités de revenus dans les pays à revenu faible et moyen ; ce qui contraste fortement avec une relation positive entre l'amélioration du revenu par tête d'habitant ou de la croissance économique et les inégalités de revenus dans les pays à revenu élevé.

Tableau 2: Résultats des estimations

	Global CEDEAO	Zone monétaire UEMOA	Non UEMOA	Niveau de revenu Revenu intermédiaire (tranche supérieure)	Revenu intermédiaire (tranche inférieure)
$Gini_{ij,t-1}$	0,132** (2,00)	0,108 (1,47)	0,119* (1,69)	0,114 (1,61)	0,111 (1,59)
IF_t	-0,057 (-0,08)	1,608 (1,57)	-0,110 (-0,06)	-2,415 (-0,61)	0,368 (0,37)
$IC_{ij,t}$	-17,181** (-2,14)	-32,381*** (-2,93)	6,169 (0,11)	7,527 (0,17)	-31,610** (-2,61)
$IB_{ij,t}$	-0,066*** (-3,90)	-0,049* (-1,85)	0,015 (0,33)	-0,064** (-2,16)	-0,068* (-1,84)
$IDE_{ij,t}$	-0,010 (-0,37)	-0,012 (-0,42)	-0,267 (-0,96)	-0,027 (-0,99)	-0,022 (-0,73)
$OUV_{ij,t}$	-0,015 (-1,47)	-0,016* (-1,76)	-0,013 (-1,37)	-0,013 (-1,38)	-0,015 (1,53)
$\pi_{ij,t}$	-0,028*** (-2,69)	-0,027*** (-2,58)	-0,026** (-2,48)	-0,026** (-2,35)	-0,027** (-2,56)
$POP_{ij,t}$	0,442 (0,62)	0,315 (0,66)	0,525 (0,72)	0,311 (0,43)	0,352 (0,49)
$EDU_{ij,t}$	-0,087*** (-4,73)	-0,189*** (-4,71)	-0,085*** (-4,51)	-0,084*** (-4,49)	-0,085*** (-4,58)
$Y_{ij,t}$	-0,007*** (-5,16)	-0,006*** (-4,71)	-0,006** (-4,60)	-0,006 (-4,45)	-0,006*** (-4,73)
Nombre de pairs	105	105	105	105	105
Nombre de période	29	29	29	29	29
Arellano-Bond : AR(1) en différence première	-3,383*** [0,001]	-3,967*** [0,000]	-3,988*** [0,000]	-3,858*** [0,000]	-3,914*** [0,000]
Arellano-Bond : AR(2) en différence première	-1,219 [0,223]	-1,323 [0,186]	-1,362 [0,173]	-1,356 [0,175]	-1,406 [0,160]
Test de Hansen (<i>p</i> -value)	0,56	0,59	0,41	0,56	0,57
Nombre d'instruments	34	34	34	34	34
F-statistic	186,83***	170,97***	156,41***	162,15***	166,97***

Note: *p*-value sont dans [] et t-statistic dans les parenthèses (.). ***, ** et * indique la significativité statistique au seuil de 1%, 5%, et 10% respectivement. Les variables instrumentales sont les retards d'une période des variables dépendantes. Constantes non reportées.

Source: estimations des auteurs.

Enfin, nos résultats montrent l'absence d'effet de l'ouverture commerciale, de la démographie et des IDE sur le niveau des inégalités de revenu. Le fait que les IDE n'aient pas d'effet réducteur sur les inégalités témoigne de leur inefficacité dans l'amélioration du bien-être des populations (Chordokrak et Chintrakarn, 2011). Ceci étant, les décideurs politiques devraient redéfinir leurs priorités en orientant les IDE vers les secteurs porteurs de croissance et qui ont un effet réel sur les inégalités de revenu.

3.2 Analyse selon l'appartenance ou non à l'UEMOA

Pour analyser l'effet de l'intégration économique régionale sur les inégalités de revenu en tenant compte de l'appartenance ou non des pays à l'UEMOA, nous estimons l'équation suivante :

$$Gini_{ij,t} = \gamma_0 + \gamma_1 Gini_{ij,t-1} + \gamma_2^k D^k IF_t + \gamma_3^k D^k IC_{ij,t} + \gamma_4^k D^k IB_{ij,t} + \Gamma VC_{ij,t} + \varepsilon_{ij,t}, \quad (8)$$

avec D^k une variable dummy qui prend la valeur 1 si le couple de pays i et j appartient à la même zone monétaire k , et 0 si non. k représente les zones de la CEDEAO. D'une part, nous avons la zone UEMOA et d'autre part, la zone non UEMOA appelée la zone monétaire de l'Afrique de l'ouest (ZMAO).

Nos résultats montrent que l'intégration financière régionale n'a pas d'effet significatif sur les inégalités de revenu. Ce résultat reste donc robuste. Par ailleurs, l'intégration commerciale et budgétaire ont des effets réducteurs sur les inégalités de revenu pour le groupe des pays de l'UEMOA, mais pas pour le groupe de pays n'appartenant pas à l'UEMOA. Ce résultat s'explique par le fait que l'UEMOA est une union monétaire, avec une monnaie unique facilitant les échanges commerciaux entre pays (suppression des distorsions des marchés liées à la convertibilité et du coût de change des devises), et un pacte de convergence contribuant à rapprocher les positions budgétaires et à améliorer le niveau de convergence des pays. Par contre, pour les pays n'appartenant pas à l'UEMOA, l'utilisation des devises nationales par les pays ne facilite pas les échanges et la gestion unilatérale des politiques monétaires et budgétaires ne facilite pas non plus la convergence entre les pays. Ainsi, à travers ces caractéristiques, les pays de l'UEMOA sont mieux intégrés que les autres pays en dehors de l'union. Ceci fait que l'intégration commerciale et celle budgétaire dans l'UEMOA ont un effet réducteur sur les inégalités de revenu. Quant aux variables de contrôle, nos résultats montrent que l'inflation, l'amélioration du taux de scolarisation et du niveau de revenu par tête contribuent à réduire le niveau des inégalités dans la région. Cependant, l'ouverture économique, le niveau de la démographie et des IDE n'ont pas d'effet sur le niveau des inégalités de revenu dans la CEDEAO.

3.3 Analyse selon le niveau de revenu

Claessens et Perotti (2007) et Burghof et Gehrung (2019) ont démontré que l'effet de l'intégration régionale sur les inégalités de revenu pouvait varier selon le niveau de revenu des pays. Ainsi, pour analyser l'effet de l'intégration économique régionale sur les inégalités de revenu en tenant compte de l'appartenance ou non des pays à l'UEMOA, nous estimons l'équation suivante :

$$Gini_{ij,t} = \psi_0 + \psi_1 Gini_{ij,t-1} + \psi_2^R D^R IF_t + \psi_3^R D^R IC_{ij,t} + \psi_4^R D^R IB_{ij,t} + \Psi VC_{ij,t} + \varepsilon_{ij,t}, \quad (9)$$

avec D^R une variable dummy qui prend la valeur 1 si le couple de pays i et j présente le même niveau de revenu R et 0 si non.

Avec un revenu par tête médian de 731,56 dollars US dans la CEDEAO, nous distinguons un groupe de pays à revenu intermédiaire tranche supérieure (groupe 1) et un groupe à revenu

intermédiaire tranche inférieure (groupe 2). Le groupe 1 (revenu au-dessus du revenu médian) comprend sept (07) pays dont le Bénin, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal. Le groupe 2 (revenu en dessous du revenu médian) comprend huit (08) pays dont le Burkina Faso, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, la Sierra Léone et le Togo.

Les résultats issus de l'estimation de l'équation (9) montrent que quel que soit le groupe considéré, l'intégration financière n'a pas d'effet significatif sur les inégalités de revenu. Cependant, nos résultats montrent que l'intégration budgétaire a des effets réducteurs sur les inégalités de revenu dans les deux sous-groupes tandis que l'intégration commerciale n'a d'effet réducteur sur les inégalités de revenu que dans les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure qui est composé en majorité des pays appartenant à l'UEMOA qui est moyennement mieux intégrée sur le plan commercial.

Conclusion

Au total, l'article analyse les effets de trois composantes de l'intégration économique régionale à savoir l'intégration financière, commerciale et budgétaire sur les inégalités de revenu dans la CEDEAO en tenant compte des divergences économiques existantes au sein de l'espace telles que le niveau de revenu des pays et l'appartenance ou non des pays à l'UEMOA. Une telle démarche permet de proposer des mesures économiques spécifiques aux pays de l'espace communautaire dans la lutte pour la réduction des inégalités de revenu. L'analyse menée sur la période 1990-2018 montrent premièrement un phénomène de persistance des inégalités de revenu. Deuxièmement, il ressort des résultats obtenus, une absence totale d'effet de l'intégration financière régionale sur les inégalités de revenu dans la région quel que soit l'appartenance ou non d'un pays à une union monétaire et le niveau de revenu. Troisièmement, nos résultats montrent des effets réducteurs de l'intégration commerciale et celle budgétaire sur les inégalités de revenu dans la CEDEAO qui varient selon l'appartenance ou non d'un pays à l'UEMOA et selon leur niveau de revenu.

De nos résultats, il est ressorti que pour deux raisons fondamentales, l'intégration financière régionale dans la CEDEAO n'a pas un effet réducteur sur les inégalités de revenu. D'une part, nous avons le manque de monnaie commune à l'échelle de toute la région ouest-africaine qui fait que les marchés nationaux de capitaux ne sont pas fortement intégrés à un marché unique de capitaux. D'autre part, nous avons le manque d'approfondissement des réformes institutionnelles et juridiques censées mieux libéraliser et déréglementer les mouvements de capitaux dans la zone ainsi que les systèmes financiers nationaux. L'intégration financière mérite donc une attention particulière en Afrique de l'Ouest car elle peut aider à compléter une épargne interne parfois insuffisante ou mal mobilisée et améliorer l'allocation des financements en faveur d'investissements productifs à rendement élevés.

L'analyse effectuée, quoique innovante à plusieurs niveaux, se limite à apprécier l'effet de l'intégration économique sur les inégalités de revenu en moyenne dans l'espace CEDEAO. Cependant, elle ne cherche pas à voir comme l'effet de voisinage dans le cadre de l'intégration économique peut influencer les inégalités de revenu dans chaque pays. Une analyse adoptant l'approche spatiale pourrait permettre de combler ce manque.

Références

Afonso, A., et Furceri, D. 2008. «EMU enlargement, stabilization costs and insurance mechanisms», *Journal of International Money and Finance*, 27 (2): 169-187.

- Agnello, L., et Sousa, R. M. 2014. «How does fiscal consolidation impact on income inequality? », *Review of Income and Wealth*, 60(4): 702-726
- Aitken, B., Harrison, A., et Lipsey, R. E. 1996. «Wages and foreign ownership A comparative study of Mexico, Venezuela, and the United States», *Journal of international Economics*, 40(3-4): 345-371.
- Ametoglo, M. E. S., Guo, P., et Wonyra, K. O. 2018. «Regional Integration and Income Inequality in ECOWAS Zone», *Journal of Economic Integration*, 33(3): 604-627.
- Ametoglo, M.E.S., et Guo, P. 2016. «Regional economic Integration and income inequality in Latin America: the case of the Andean Community of Nations», *Journal of Economics and Sustainable Development*, 7(14): 176-185.
- Anyanwu, J C., Erhijakpor, A. E. O., et Obi, E. 2016. «Empirical Analysis of the Key Drivers of Income Inequality in West Africa», *African Development Review*, 28(1): 18-38.
- Anyanwu, J. C. 2016. «Accounting for gender equality in secondary school enrollment in Africa», *African Development Review*, 28(2): 170-191.
- Arellano, M., et Bond, S. 1991. «Some Test of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations», *Review of Economic Studies*, 58(2): 277-297.
- Baek, I., et Shi, Q. 2016. «Impact of Economic Globalization on Income Inequality: Developed Economies vs Emerging Economies», *Global Economy Journal*, 16(1): 49-61
- Baxter, M., et Kouparitsas, M. A. 2005. «Determinants of Business Cycle Co-movement: A Robust Analysis», *Journal of Monetary Economics*, 52 (1): 113-157.
- Beckfield, J. 2006. «European integration and income inequality», *American sociological review*, 71(6): 964-985.
- Bertola, G. 2010. «Inequality, Integration, and Policy: Issues and Evidence from EMU», *Journal of Economic Inequality*, 8(3): 345-65.
- Blancheton, B. 2008. «Comment mesurer l'intégration financière internationale? », *Le point sur... Economie*, Chap. 2, 89-107.
- Burghof, H.P., et Gehrung, M. 2019. «One Market to Rule Them All: How Financial Integration Influenced Inequality in the European Union», SSRN 3377180-papiers.ssrn.com
- Busemeyer, M., et Tober, T. 2015. «European integration and the political economy of inequality», *European Union Politics*, 16(4): 536-557.
- Chakrabarti, M. 2000. «Does trade cause inequality? », *Journal of Economic Development*, 25(2): 1-21.
- Cho, H. C., et Ramirez, M. D. 2016. «Foreign direct investment and income inequality in southeast Asia: a panel unit root and panel cointegration analysis, 1990–2013», *Atlantic Economic Journal*, 44(4): 411-424.
- Chordokrak, C., et P. Chintrakarn. 2011. «Globalization, Technology, and Income Inequality: New Evidence», *International Research Journal of Finance and Economics*, (62):7–14.
- Claessens, S., et Perotti, E. 2007. «Finance and inequality: Channels and evidence», *Journal of Comparative Economics*, 35(4): 748-773.

- Clévenot, M., et Duwicquet, V. 2011. «Partage du risque interrégional. Une étude des canaux budgétaires et financiers aux Etats-Unis et en Europe », *Revue de l'OFCE*, 4(119): 5-33.
- Couchoro, M. K., et Dout, H. 2019. «Dynamique des Inégalités de Revenu au Togo entre 2006 et 2015», *African Development Review*, 31(4): 476-491.
- Dabla-Norris, M. E., Kochhar, M. K., Suphaphiphat, M. N., Ricka, M. F., et Tsounta, M. E. 2015. «Causes and consequences of income inequality: A global perspective», *International Monetary Fund*.
- Darvas, Z., Rose, A.K., et Szapary, G. 2005. «Fiscal Divergence and Business Cycle Synchronization: Irresponsibility Is Idiosyncratic», *NBER Working Papers* 11580, National Bureau of Economic Research.
- Dout, H., et Kebalo, L. 2021. «Trade intensity, fiscal integration and income inequality in ECOWAS», *Statistics, Politics and Policy*, 12(2): 375-394.
- Fawaz, F., Rahnama, M., et Valcarcel, V. J. 2014. «A refinement of the relationship between economic growth and income inequality», *Applied Economics*, 46(27): 3351-3361.
- Frankel, J. A., et Rose, A. K. 1998. «The Endogeneity of the Optimum Currency Area Criteria», *Economic Journal*, 108 (449): 1009-1025.
- Frenkel, R. 2005. «Mondialisation et crises financières en Amérique latine», *Revista de la CEPAL*.
- Gammadigbe, V., Issoufou, I., Sembene, D., et Tapsoba, S. J.-A. 2018. «Convergence budgétaire en Afrique: quel rôle pour les communautés économiques régionales? », *Revue d'Economie du Développement*, 26(3): 5-31.
- Harrison, A., McLaren, J., et McMillan, M. 2011. «Recent perspectives on trade and inequality», *The World Bank*.
- Johnson, H. G. (1975). «A note on welfare-increasing trade diversion», *The Canadian Journal of Economics / Revue Canadienne d'Economie*, 8(1): 117-123.
- Kalemli-Ozcan, S., Sorensen, B.E., et Yosha, O. 2001. «Economic integration, industrial specialization, and the asymmetry of macroeconomic fluctuations», *Journal of International Economics*, 55: 107-137.
- Kebalo, L. 2018. «Tailles et sources des retombées des chocs mondiaux et régionaux sur l'activité économique des pays de l'UEMOA», In *Croissance, Emploi, et Inégalités en Afrique* (Vol. 3, pp. 90-107).
- Kebalo, L. 2019. «Fiscal divergence and monetary integration in West Africa: what to draw from Darvas et al. (2005)? », *Economics Discussion Paper*, No. 2019-52, Kiel Institute for the World Economy.
- Kebalo; L., et Zouri, S. 2021. «Réforme du dispositif de surveillance multilatérale de l'UEMOA: Faut-il ajuster le critère de convergence relatif au solde budgétaire? » *Documents de recherche de l'OFE*, No. 19, Observatoire de la Francophonie Economique (OFE), juin.
- Mayah, E., Mariotti, C., Mere, C. E., et Odo, C. O. 2017. «Inequality in Nigeria: Exploring the drivers», *Oxfam International*.
- Moulaye, Z. (2014). «La problématique de la criminalité transnationale et le contrôle démocratique du secteur de la sécurité». *Friedrich-Ebert-Stiftung*.

- Mpatswe, G. K., Tapsoba, S. J.-A., et Robert C. Y. 2011. «The Cyclicalities of Fiscal Policies in the CEMAC Region», IMF Working Paper, WP/11/205.
- Ng, W., et Diener, E. 2019. «Affluence and subjective well-being: does income inequality moderate their associations? » *Applied Research in Quality of Life*, 14(1), 155-170.
- Nikolov, P. 2016. «Cross-border risk sharing after asymmetric shocks: evidence from the euro area and the United States», *Quarterly Report on the Euro Area*, 15(2): 7-18.
- Oxfam, GII, Send Foundation. 2018. «Building a More Equal Ghana: A five-point action plan to close the gap between the rich and the rest. Accra».
- Pillai, A. 2011. «Impact of Political Regime and Economic Openness on Income Inequality: A Tale of Low-Income and OECD Countries», *The IUP Journal of Financial Economics*, 9(4):60–75.
- Ram, R. 1984. «Population increase, economic growth, educational inequality, and income distribution: Some recent evidence», *Journal of Development Economics*, 14(3): 419-428.
- Reinhart, C., Kaminsky, G., et Végh, C. 2004. «When it Rains It Pours: Procyclical Capital Flows and Macroeconomic Policies», *NBER Macroeconomic, Annual 2004* (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Riezman, R.G., Whalley J., et Zhang, S. 2013. «Metrics capturing the degree to which individual economies are globalized», *Applied Economics*, 45(36): 5046-5061.
- Schonewille, R. 2019. *Oxfam in Peru: Young Peruvians fighting inequality and fiscal injustice*. Oxfam International.
- Stiglitz, J. 2015. «The Origins of Inequality, and Policies to Contain It», *National Tax Journal*, 68(2), 425-448.
- Tapsoba, S. J.-A. 2009. «Hétérogénéité des chocs et viabilité des unions monétaires en Afrique de l'Ouest», *Revue Economique et Monétaire*, (5): 38-63.
- Tchamyou, V. S., Asongu, S. A., et Odhiambo, N. M. 2019. «The role of ICT in modulating the effect of education and lifelong learning on income inequality and economic growth in Africa», *African Development Review*, 31(3): 261-274.
- Viner, J. 1950. «The Custom Union Issue». Londres: Carnegie Endowment for International Peace.
- Wilkinson, R., et Pickett, K. 2011. «Greater Equality: The Hidden Key to Better Health and Higher Scores», *American Educator*, 35(1), 5-9.
- Yehoue, E. 2011. «International risk-sharing and currency unions: the CFA zones», *Journal of International Development*, 23(7): 936-958.
- Zhou, L., B. Biswas, Bowles, T., et Saunders, P. J. 2011. «Impact of Globalization on Income Distribution Inequality in 60 Countries», *Global Economy Journal*, 11(1):1-16
- Zouri, S. 2020. «Business cycles, bilateral trade and financial integration: Evidence from Economic Community of West African States (ECOWAS)», *International Economics*, 163: 25-43.